

LOCALES

El Islah tranchera vendredi prochain

La question de la participation ou non aux élections locales du 29 novembre prochain n’est toujours pas tranchée au sein du mouvement El Islah. Elle ne le sera que vendredi prochain, à l’occasion de la réunion du conseil consultatif du parti.

Ceci quoique tout porte à croire que le mot d’ordre de participation l’emportera sur le boycott. C’est là la conviction du secrétaire général du mouvement, dont il a fait part hier, lors de sa traditionnelle conférence de presse du samedi.

Une participation dictée par le souci, selon Hamlaoui Akkouchi, de «tirer des griffes du pouvoir le maximum d’espaces de proximité avec le citoyen dont il s’agira de s’occu-

per des préoccupations quotidiennes». Sans cet impératif, le mouvement n’adopterait point cette option tant, dira-t-il, «tout plaide pour la reconduction du scénario des élections législatives à l’occasion des prochaines locales». «Toutes nos revendications et celles de nombre de partis de tirer les leçons du 10 mai dernier ne semblent pas trouver une oreille attentive chez un pouvoir autiste»,

clamera-t-il. Un pouvoir qu’il trouvera, comme à ses habitudes, un malin plaisir à écorcher en lui imputant, notamment, la paralysie totale du pays durant les quatre mois qui ont suivi les législatives du printemps dernier. Et de trouver en l’opération d’éradication des marchés informels à travers le pays «une juste mise en scène, façon de faire croire au petit peuple que la nouvelle équipe, qui n’en est pas une, fait mieux que sa précédente qui a bien permis ce commerce à grande échelle il y a quelques années de cela». Le comble, relèvera Akkouchi, est que, comme à ses habitudes, le pouvoir agit par à-coups sans tenir compte des retom-

bées de ses actions, en dénonçant le fait que des alternatives n’aient pas été prévues pour les milliers de gens qui vivaient de ce commerce. Pas plus, d’ailleurs, enchaînera-t-il, que «les chefs de famille qui ne trouvent plus où s’approvisionner, faute de marchés de proximité».

Le secrétaire général du mouvement El Islah ne ratera pas l’occasion de s’en prendre au pouvoir pour, dira-t-il, «son mutisme» à l’égard du dernier film attentant au Prophète et qui a été à l’origine d’une levée de boucliers sanguinaire à travers le monde musulman avec, notamment, l’assassinat de l’ambassadeur américain en Libye. Il regrettera le refus signifié aux

Algériens de manifester leur indignation comme l’a fait le reste de leurs «frères» aux quatre coins du monde musulman. Et de tourner en dérision le ministre des Affaires étrangères qui, dira-t-il, «s’est limité à condamner l’assassinat de l’ambassadeur américain et pas le film à l’origine de l’acte, des plus condamnables».

Dans la foulée de son réquisitoire contre le monde «impie» incarné, à ses yeux, par les Etats-Unis et l’Etat sioniste, Hamlaoui Akkouchi revendique le renvoi du pays de l’ambassadeur américain et invite les Algériens à boycotter les produits américains.

M. K.

FORUM
D’EL MOUDJAHID
«Le GPRA est le couronnement des victoires diplomatiques»

Le GPRA (Gouvernement provisoire de la République algérienne) est, selon des moudjahidine, le «couronnement» de toutes les victoires diplomatiques de la révolution algérienne. La création du GPRA a permis à l’Algérie de récupérer sa souveraineté dans le monde. «Plusieurs pays ont reconnu l’Algérie comme Etat même si la France, elle, n’a pas voulu reconnaître le GPRA et a continué à négocier avec le FLN», a précisé Lamine Khan, moudjahid et ancien ministre, hier, au forum d’El Moudjahid, à Alger.

Pour lui, l’idée du GPRA est née avec la guerre de Libération et sa concrétisation a eu lieu lors de la réunion du Caire en 1957. D’ailleurs, précisera-t-il, «tous les membres du GPRA sont aussi membres au Conseil national de la Révolution». Il affirme ainsi que le GPRA constitue la 5e étape de la Révolution après le déclenchement de la guerre de Libération le 1er novembre, les attaques du Nord constantinois en 1955, la grève des étudiants le 19 mai 1956 et le congrès de la Soummam en août 1956. Le moudjahid et ancien diplomate, Salah Belkoubi, a, pour sa part, estimé que les victoires diplomatiques de la révolution algérienne ont commencé en décembre 1954, soit un mois après le déclenchement de la guerre de Libération. «

A peine la guerre du 1er novembre déclenchée que la cause algérienne a été inscrite à l’ordre du jour de la Conférence de Bandoeng d’avril 1955, suivie par son inscription également à la 10e Assemblée générale de l’ONU tenue en septembre 1955», soulignera-t-il.

Pour lui, la création du GPRA le 19 septembre 1958 est le «couronnement» de toutes ces victoires de la révolution algérienne. Par ailleurs, Lamine Khan n’a pas manqué de revenir sur la date officielle de l’indépendance nationale. Il rappellera que la France a reconnu l’indépendance de l’Algérie le 3 juillet 1962 «lorsque le général de Gaulle a adressé une lettre à Abderahmane Farès, président de l’Exécutif provisoire de l’Etat algérien». «Pourquoi célébrer le jour de l’Indépendance le 5 juillet ? Où sont alors passé les jours des 3 et 4 juillet ? Comment peut-on coïncider la date de l’indépendance avec celle du jour où Alger est tombée aux mains du colonialisme français ?», s’est-il interrogé.

Rym Nasri

Le Parti de l’équité et de la proclamation confirme sa participation

Le Parti de l’équité et de la proclamation (PEP), qui a tenu hier son conseil national, a décidé de participer aux élections locales du 29 novembre prochain.

Salima Akkouchi - Alger (Le Soir) - Naïma Salhi, présidente du PEP, est revenue, lors de son discours d’ouverture, sur les élections législatives passées. Pour la femme politique, cette Assemblée «est illégitime». D’ailleurs, dit-elle, «nous exigeons la dissolution de l’Assemblée dont l’élection a été entachée de fraude». C’est pourquoi, souligne-t-elle, le changement de gouvernement n’apportera rien de nouveau. Elle plaide pour une Assemblée transitoire à l’effet de mettre en place une nouvelle Constitution.

Le parti explique, d’ailleurs, le retard de la constitution d’un nouveau gouvernement par «la colère du Président concernant les conditions dans lesquelles se sont déroulées les dernières élections». M^{me} Salhi se dit consciente que les choses ne vont pas s’améliorer lors des prochaines élections locales.

D’ailleurs, souligne-t-elle «le ministre de l’Intérieur et des Collectivités locales a reconnu lui-même que les recommandations de la mission de l’Union européenne pour modifier des conditions de la

tenue des élections ne peuvent pas étre appliquées dans l’immédiat». Cependant, dit-elle, si le parti a décidé de prendre part aux prochaines élections c’est beaucoup plus pour «avoir une expérience plus approfondie de l’organisation des campagnes électorales, faire connaître notre parti mais surtout parce que nous sommes convaincus que l’absence de dialogue conduit à des dérives sécuritaires comme cela est arrivé en Syrie». Par ailleurs, la présidente du PEP, qui estime que la position de la diplomatie algérienne est «ambiguë» sur plusieurs points, notamment sur la question syrienne, dénonce l’absence d’une volonté de mener des négociations sérieuses pour régler le conflit au Mali. «Un diplomate a

été exécuté en raison de l’absence d’une réelle volonté de trouver une solution», a-t-elle dénoncé.

Le PEP, qui condamne le film américain portant atteinte à l’Islam et qui a provoqué des vagues de protestation et de colère dans le monde musulman, estime que «s’en prendre aux ambassades et aux personnes n’est pas une réaction civilisée». Le parti appelle, cependant, l’Administration américaine à prendre des mesures contre la personne à l’origine du film. De son côté, le président du front de l’Algérie nouvelle, invité à dire un mot lors de l’ouverture du conseil national du PEP, a estimé que le système politique algérien est «dans l’impasse».

S. A.

BELKACEM SAHLI NE SE FAIT PAS D’ILLUSION SUR LES PROCHAINES ÉLECTIONS :
«À tout seigneur, tout honneur»

Le secrétaire général de l’Alliance nationale républicaine (ANR) estime qu’il est primordial de structurer son parti avant de songer à participer aux élections municipales, et ce, afin d’éviter le scénario des précédentes échéances législatives.

Mehdi Mehenni - Alger (Le Soir) - A l’entendre, Belkacem Sahli, qui vient d’hériter du poste de secrétaire d’Etat chargé de la Communauté algérienne à l’étranger, n’est pas homme à se jeter à l’eau sans bouée de sauvetage. Bien au contraire, il se dit conscient des capacités et des limites de son parti politique.

«L’expérience des échéances législatives auxquelles nous avons pris part nous a donné à réfléchir avant de s’engager à l’avenir dans une quelconque course électorale. C’est pour cela que nous préférons aujourd’hui nous

pencher sur les questions internes du parti et nous structurer davantage. Nous avons ainsi installé au jour d’aujourd’hui, 45 bureaux de wilaya et nous comptons couvrir le territoire national d’ici la fin du mois de septembre. Mais pour dire que nous avons les moyens d’être présents dans les 1 541 communes du pays, cela nous dépasse pour le moment», a-t-il souligné. Mais ce choix s’explique, selon lui, par le souci qualitatif plutôt que quantitatif. «Nous serons présents là où les conditions générales le permettent avec des représentants locaux qualifiés, compétents et dignes de la mission qui leur sera attribuée. Nous ne sommes pas un parti politique qui vend les listes à trente millions de centimes, nous exigerons par contre de chaque membre figurant dans les listes locales en question de cotiser la somme de 2 000 DA pour des soucis d’organisation et des préparatifs», a-t-il ajouté.

Sur ce dernier point, Belkacem Sahli ne fait pas dans l’économie des mots : «Dans la précédente Assemblée nationale, quatre de nos députés siégeaient et n’ont à ce

jour reçu qu’une année de leurs salaires. Nous devons à l’Etat quatre ans de rémunérations mensuelles et ceci pourra nous donner un second souffle pour, d’abord, nous organiser et nous préparer aux prochaines échéances électorales. De même que nous demandons à l’Etat de nous aider dans l’acquisition d’un siège, au même titre que la plupart des partis politiques, au lieu de continuer à louer des sièges provisoires par-ci par-là, qui nous coûtent entre 15 à 20 millions de centimes par mois.»

Enfin, Belkacem Sahli, qui avoue que la participation de son parti aux précédentes échéances législatives était plus ou moins une erreur tactique, puisque les conditions générales ne le permettaient pas, dit ne pas se faire d’illusion sur les prochains rendez-vous électoraux : «A tout seigneur tout honneur. Nous sommes un parti qui connaît ses capacités et ses limites. Notre structuration est aujourd’hui primordiale et la participation aux élections locales en dépendra.»

M. M.

AMARA BENYOUNÈS AUX MEMBRES DU CONSEIL NATIONAL DE SON PARTI :
«On ne sera pas des demi-pensionnaires dans le gouvernement»

«Notre entrée au gouvernement en tant que MPA est tout à fait naturelle. Nous sommes solidaires et soutenons depuis des années le programme du président de la République.» Lors de sa première sortie politique, après sa nomination en tant que ministre de l’Aménagement du territoire, de l’Environnement et de la Ville, dans le gouvernement Sellal, Amara Benyounès a affiché clairement les positions de son parti.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - Les propos tenus hier par le secrétaire général du Mouvement populaire algérien (MPA) devant les membres du conseil national, lors d’une réunion qui a eu lieu à Staouéli ont le mérite de lever le voile sur la stratégie définie par ce parti. Se revendiquant de la mouvance démocratique, le MPA, dont le premier responsable a été récemment nommé ministre, a réitéré son soutien au programme du président de la République, que «le gouvernement défend crânement». Amara Benyounès, qui a déclaré «être à l’aise» et qu’«on ne sera pas des demi-pensionnaires dans ce gouverne-

ment», a lancé à l’adresse des cadres de son parti : «Nous sommes doublement présents dans ce gouvernement, car c’est un gouvernement du président de la République et dirigé par un Premier ministre proche du président de la République. Croyez-moi, le débat au sein du gouvernement est libre et nous soutiendrons toute décision qui sera prise par le président de la République.» Hier, lors de son intervention, le secrétaire général du MPA a affiché clairement les ambitions de son parti. C’est dans ce cadre qu’il dira que «notre parti participera en force aux élections locales de novembre prochain et notre participation sera natio-

nale et la présence féminine occupera une place prépondérante».

Amara Benyounès, qui a plaidé pour le regroupement des partis par famille politique, a ajouté qu’«il y aura d’autres partis politiques qui verront le jour et c’est au peuple algérien de choisir ses représentants».

«Nous sommes un parti démocratique et nous voulons que cette démocratie soit pratiquée au sein de notre parti», a-t-il ajouté. Mais il n’en demeure pas moins que l’entrée du MPA au gouvernement a occupé une place importante dans le discours de l’intervenant. Il a saisi cette opportunité pour solder ses comptes avec ceux qui nous accusent «d’avoir intégré le gouvernement pour service rendu», tout en déclarant que le gouvernement auquel il appartient «marquera de son empreinte la vie nationale dans peu de temps». «Dans quelques mois, vous allez voir ce que fera le gouvernement», a-t-il déclaré, tout en demandant «un délai de grâce de quelques mois, du moins jusqu’à la fin de l’an-

née». L’actualité internationale était par ailleurs au centre de l’intervention préliminaire du secrétaire général du MPA. En effet, Amara Benyounès, avec son franc-parler, a commenté les événements vécus ces derniers jours dans les pays «touchés par le printemps arabe».

Ainsi, tout en condamnant toute «atteinte aux préceptes de l’Islam», il se demande «à quoi obéissent tous ces agissements», ou encore il s’est interrogé si «l’Occident qui a jusque-là soutenu et appuyé ces révolutions n’a pas décidé de changer de stratégie, et ce, après avoir constaté que l’arrivée des islamistes au pouvoir ne travaillait pas leurs intérêts».

Amara Benyounès rappellera la position de l’Algérie et dira en substance : : «Nous sommes réellement une exception et totalement différents des pays arabes.» «Notre indépendance, on ne l’a pas eue par décret», a-t-il conclu, sous les applaudissements des membres du conseil national du parti.

A. B.